



## **Les mobilités urbaines à Alger : un état des lieux de la recherche sociologique**

04 Novembre 2020

Afrique

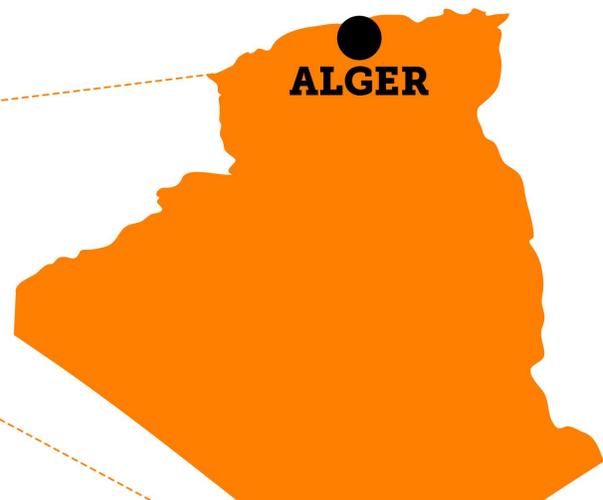
La recherche sur les questions de mobilité a émergé en Algérie avec la création du Laboratoire d'analyse socio-anthropologique du développement des territoires (LASADET, Alger 2) en 2012. Son directeur, le professeur Madani Safar Zitoun, fait le point sur les travaux menés au sein du laboratoire, l'évolution des problématiques liées à la mobilité en Algérie et les spécificités de la recherche en sciences sociales à l'université d'Alger.

---

### **Acteurs de la recherche**

MADANI SAFAR ZITOUN

**ALGÉRIE**





## Présentation du laboratoire

Depuis sa création en 2012, dans le cadre du dispositif de recherche apporté par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, avec la création entre autres de la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT), le laboratoire LASADET (Laboratoire d'analyse socio-anthropologique du développement des territoires) a apporté sa contribution au renforcement des capacités de recherche en sciences sociales sur les questions touchant essentiellement à la sociologie et à l'anthropologie urbaine. La question des mobilités urbaines, comme dimension transversale que l'on retrouve dans toutes les thématiques de recherche sur l'urbain, a été déclinée depuis lors par les diverses équipes de recherche composant le laboratoire de manière frontale ou indirecte.

Formé autour de la volonté de mettre en synergie les efforts dispersés des chercheurs sur l'urbain dans l'université d'Alger 2, ce laboratoire a regroupé dans une première phase quatre équipes de recherches travaillant sur des thématiques différentes. Il se tourne vers des sujets innovants à la croisée des nouvelles tendances de la recherche urbaine qui s'est résolument attachée à un effort de pluridisciplinarité, et donc de décloisonnement des disciplines et des problématiques.

La première thématique concerne la production de la marginalité urbaine comme fait spatial et social à la fois. Elle aborde la question de la mobilité d'un double point de vue : celui faisant d'elle une ressource mobilisée dans les stratégies migratoires des familles dans leurs pratiques d'installation résidentielle dans les quartiers marginaux de la capitale d'une part, et celui faisant de l'inscription « précaire » dans l'espace urbain un argument de présence « dangereuse » pour l'ordre établi dans la perspective d'un relogement.

Le deuxième thème de recherche est celui de la mobilité résidentielle comme principe explicatif de toutes les nouvelles dynamiques de reconstruction des liens sociaux dans les anciens quartiers centraux ou les nouvelles périphéries habitées de la ville d'Alger.

Le troisième thème, qui aborde « La place et le statut du religieux dans la ville », prend en charge la question de la mobilité du point de vue de la proximité ou de l'éloignement des mosquées érigées dans les quartiers algérois. Il s'agissait de montrer comment les caractéristiques de localisation de ces institutions religieuses dans la ville, mais aussi la nature des discours religieux diffusés par les imams chaque vendredi, occasionnaient ou non des mouvements de déplacements débordant les limites des quartiers urbains.

tion des mouvements de déplacements dépassant les limites des quartiers urbains.

Le quatrième thème est celui de la circulation des ressources publiques entre la ville et les campagnes du point de vue de leur réception sociale par les populations locales. Il aborde la question des effets induits par les situations d'ouverture ou d'enclavement des communautés rurales dans plusieurs régions du pays aux programmes de développement local initiés par les autorités publiques, à partir de l'hypothèse que l'accès aux ressources financières contenues dans les programmes de développement locaux portés par l'administration ou les bailleurs de fonds internationaux est tributaire dans une large part de l'accès aux moyens de mobilités des biens et des personnes.

Le cinquième thème enfin aborde la question du renouvellement des clientèles traditionnelles des Zaouïa (ou confréries religieuses) dans leurs régions d'implantation historique (zone des hauts plateaux et des villes moyennes du Sud-Ouest). À travers ce projet, l'équipe interroge la manière dont les profonds processus de peuplement des villes de l'intérieur du pays, couplés aux nouvelles formes d'ancrage politique de ces confréries, ont contribué à renouveler complètement les formes d'allégeance aux notabilités locales traditionnelles <sup>1</sup>.

La direction du laboratoire est assurée depuis 2012 par le professeur Madani Safar Zitoun et comprend seize enseignants-chercheurs et dix-huit doctorants, épaulés par cinq autres enseignants et chercheurs de rang magistral dans les tâches de direction de thèses.

## **L'évolution dans le temps et l'actualité des mobilités résidentielles**

L'intérêt pour la dimension sociologique des mobilités ne date pas seulement de la création du laboratoire en 2012. Avant cela, Madani Safar Zitoun et les autres membres fondateurs avaient déjà réalisé un certain nombre d'enquêtes et de travaux d'expertise sur la question. Citons notamment : le document « Les mobilités urbaines dans l'agglomération d'Alger : évolutions et perspectives » <sup>2</sup>, qui faisait le point sur les questions de mobilités résidentielles et quotidiennes en rapport avec l'évolution des plans d'urbanisme et l'urbanisation dans la ville d'Alger ; l'enquête réalisée sur la décharge d'Oued Smar pour le compte du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement en 2005, qui montrait l'existence de modèles de mobilités « communautaires » <sup>3</sup> ; ainsi que d'autres travaux sur l'impact des mobilités dans la construction des liens sociaux dans les quartiers algérois <sup>4</sup>.

Ces travaux menés dans le contexte algérois depuis 2005 font écho aux analyses développées il y a quelques années par Nassima Driss <sup>5</sup>, qui décrivait déjà la ville d'Alger comme une ville très « mouvementée », mais ils se situent en décalage complet par rapport

aux nombreuses études et publications abordant les comportements de mobilité des Algérois depuis l'indépendance du pays.

Ces dernières ne font pas exception aux méthodologies et théories traditionnelles sur les mobilités que décrit Alain Bourdin quand il écrit que « pour la tradition sociologique, la mobilité n'existe que dans deux définitions : celle de la migration géographique, d'abord appliquée aux populations nomades, puis aux migrations internationales ; celle de la mobilité sociale », à partir d'une définition de la société comme « un ensemble de positions entre lesquelles une circulation plus ou moins limitée des individus est possible » <sup>6</sup>. Dans cette perspective, les mobilités résidentielles ont été approchées en termes de changements de lieux de résidence comme effets de facteurs globaux, comme les facteurs d'ordre historique (l'épisode de l'indépendance du pays par exemple, avec le départ des populations européennes et leur remplacement par les populations locales), économique (migrations internes, exode rural) et autres facteurs d'ordre « holistique ».

Dans cet ordre d'idées, la connaissance sociologique autour de ces phénomènes restait prisonnière des limites que nous signalait Vincent Kaufmann dans son essai de 2007, à savoir « 1°) le fait de considérer les formes de mobilité comme étant indépendantes les unes par rapport aux autres, 2°) l'ignorance des interactions entre ces formes, 3°) la focalisation de la notion de mobilité sur la géographie du mouvement et non sur l'acteur mobile, 4°) l'oubli des temporalités et enfin 5°) la portion congrue, sous-développée, assignée à la sociologie des transports » <sup>7</sup>, mais aussi à des limitations plus locales, qui sont dues essentiellement à une conception essentialiste de l'intégration urbaine.

Dans ces approches holistiques de la mobilité, les acteurs sociaux, les urbains, qu'ils soient citadins ou fraîchement « débarqués » de leurs villages ruraux, étaient des habitants qui occupaient des lieux parés de vertus civilisatrices (les quartiers anciens d'Alger). Ils n'existaient pas comme acteurs « compétents », mais comme dépositaires d'une essence rurale, d'une ruralité indécrottable <sup>8</sup>. On en était resté à l'intérieur des limites confortables des approches culturalistes <sup>9</sup> et dans le déni d'autres types de causalité possibles <sup>10</sup>, mais surtout dans l'ignorance de la sociologie des acteurs.

Il a fallu en effet attendre quelques années, à travers la mise en œuvre de nouveaux programmes de recherche internationaux par la première équipe du laboratoire dirigée par le professeur Safar Zitoun, pour que les premiers résultats de recherche contribuent à développer la connaissance de la relation existant entre processus de mobilités résidentielle, volontaires ou involontaires, et processus de construction des identités locales. Les enquêtes réalisées en 2008 dans le cadre du programme PRUD <sup>11</sup> et celles réalisées dans le cadre du projet ANR dirigé par Nora Semmoud <sup>12</sup> ont permis de mieux cerner les termes de la relation tenue existant entre stratégies de mobilité et processus de

reconstruction symboliques des identités urbaines.

## **Impact des mobilités résidentielles sur les mobilités quotidiennes**

De manière générale, on peut donc dire que la recherche sur les mobilités résidentielles, du point de vue de la sociologie et de l'anthropologie urbaine s'entend, est passée progressivement d'un niveau holistique à un niveau plus microsociologique, beaucoup plus attentif aux processus de construction des urbanités par le truchement de cet opérateur du changement qu'est la mobilité. Ces travaux montrent bien combien les mobilités résidentielles, qu'elles soient subies ou souhaitées, conduisent à produire de nouveaux systèmes de mobilités quotidiennes, parce qu'il faut aux habitants résoudre le problème de l'éloignement parfois très accentué des lieux de travail, mais aussi de la ville et de sa centralité économique, sociale et symbolique.

L'impact des mobilités résidentielles sur les mobilités quotidiennes ne se situe pas simplement dans l'ordre des effets du déracinement, comme le laisseraient penser certains travaux anciens <sup>13</sup>. S'il est en effet une donnée avérée qui s'impose sans conteste à l'analyse, c'est bien la fragilité des ancrages aux lieux, aux quartiers, dans la ville algérienne contemporaine et notamment à Alger. Cette agglomération n'a en effet cessé d'être travaillée par des mouvements puissants d'installation des populations venant de l'intérieur du pays et par de formidables flux de déplacements résidentiels provoqués par les politiques de relogement initiés par les pouvoirs publics. Elle a été ainsi le creuset de processus d'exacerbation des mobilités résidentielles, conduisant à faire de l'instabilité des enracinements aux lieux la règle générale bien plus que l'exception.

Le rapport des Algérois à leur espace de vie, fondé sur un épisode inédit et de grande ampleur de reconquête de la ville « européenne » par les populations algériennes lors de l'indépendance du pays en 1962, n'a cessé depuis d'évoluer dans des directions souvent contradictoires et antagoniques. À la frénésie de cette reconquête initiale <sup>14</sup>, qui avait conduit les habitants des quartiers dits « musulmans <sup>15</sup> », périphériques, vers les quartiers centraux et de bonne qualité abandonnés par les Pieds-Noirs, avait succédé une courte phase de stabilité résidentielle, rapidement remplacée par une nouvelle frénésie de changement de résidence à la suite de la libération juridique du parc des Biens-Vacants en 1981 <sup>16</sup>.

En l'espace d'une dizaine d'années, le marché immobilier qui s'est installé a ouvert la voie à de profonds processus de reclassement des populations algéroises dans un espace devenu l'otage des logiques marchandes spéculatives, contribuant encore plus que par le passé à renforcer les mobilités. cette fois-ci quotidiennes. et accentuant le décalage entre lieux de

résidence et lieux de travail <sup>17</sup>. Si bien que l'on s'est retrouvé à l'orée des années 2010 dans un paysage social complètement éclaté et déstructuré, aggravant les deux tendances contradictoires observées dans les décennies précédentes de « villagisation » ou « communautarisation » des installations résidentielles d'une part, et d'éclatement du lien urbain de l'autre. Cela a produit à la fois des situations d'enfermement dans des entre-soi communautaires qui ont renforcé les dictatures du voisinage de proximité et le conformisme traditionnel, ainsi que des logiques de rétraction individualiste dans les résidences privées et les appartements situés dans les grands ensembles d'habitat collectif.

Les statistiques récentes de relogement des populations depuis 2014 font état de mouvements de grande ampleur dans le sens centrifuge, des quartiers centraux vers les périphéries. En l'espace de cinq années (de 2014 à 2018), plus de 600 000 personnes, équivalent à 155 000 familles, ont été l'objet de déplacements involontaires des sites d'habitat précaire (bidonvilles et autres immeubles menaçant ruine) vers les nouvelles cités d'habitat collectif implantées dans des localisations très périphériques. Cela a contribué à complexifier les systèmes de mobilités lieux de résidence/lieux de travail et à créer de nouveaux problèmes pour les habitants, dans la mesure où le choix des nouvelles implantations résidentielles a été fait par les autorités locales (les wilaya) non pas en fonction de leur accessibilité, mais de la disponibilité des assiettes foncières.

Du point de vue sociologique, un phénomène inédit par sa radicalité s'est développé depuis la mise en œuvre par les pouvoirs publics d'opérations de relogement de grande ampleur rassemblant sur les mêmes sites des communautés entières provenant de différents bidonvilles et ne se connaissant pas entre elles. Cette situation a amené à se poser la question de la validité des constats posés dans les études menées dans les années 2000. Comment fallait-il repenser les processus d'apparition des nouvelles formes de ségrégation urbaine liées à l'isolement et à l'enclavement des nouvelles cités d'habitat, ainsi que la relation de causalité entre cohabitation de groupes communautaires forts et structurés, violence urbaine et insécurité ?

C'est dans ce contexte que le LASADET a inscrit un nouveau projet de recherche (en cours de validation) qui a pour objet de documenter à la fois l'ampleur des déplacements résidentiels, en établissant une cartographie des lieux de la déportation et de la relégation, mais aussi de montrer la complexité des réponses apportées par les habitants de ces nouveaux quartiers au paradoxe de leur exclusion de la mobilité quotidienne par leur inclusion dans la normalité résidentielle. Les nouvelles thèses de doctorat domiciliées dans le laboratoire <sup>18</sup> s'inscrivent dans cette perspective de prise en charge méthodologique et conceptuelle des modifications observées dans les processus de mobilités résidentielles, travaillées à la fois par les forces de fusion (les stratégies des groupes familiaux) et de fission

(les lois du marché) dont parle Bourdieu <sup>47</sup>, ainsi que dans l'interrogation des stratégies de mobilité qui en découlent pour les femmes algéroises.

## **Place, état des lieux, spécificités de la recherche sur la mobilité à Alger**

S'il est possible de qualifier la spécificité des recherches sur la mobilité dans le cadre du LASADET qui est, ne l'oublions pas, un laboratoire de recherche en sociologie et anthropologie urbaines, c'est par cette formule : considérer la mobilité comme un « phénomène social total », pour reprendre les termes de Marcel Mauss. Ce n'est pas une idée nouvelle, puisque comme l'a écrit Alain Bourdin, « toute la sociologie urbaine est construite autour de la mobilité ». L'idée a toutefois peut-être eu tendance à être laminée et réduite à sa plus simple expression par les approches concurrentes et techniques du social.

Une rapide recension des tendances de recherche existant dans le pays sur la mobilité montre depuis quelques années le développement d'une expertise spécialisée dans ce domaine, qui est le fait de géographes aménagistes, d'urbanistes et autres experts économistes, dépendant de plusieurs centres, laboratoires et universités du pays.

Sans avoir la prétention à l'exhaustivité, on peut relever les grandes thématiques de recherche suivantes :

- l'évolution des systèmes et réseaux de transport urbain, notamment dans la capitale, par une comparaison de l'offre de réseaux et de nouveaux moyens de transports collectifs avec la demande sociale, exprimée en termes démographiques et autres indicateurs sociaux ;
- l'analyse et l'évaluation des politiques publiques de transports ;
- l'analyse des logiques de dérégulation du marché et des réponses apportées par les populations aux déficits de l'offre publique de transports, par la mise en place de solutions alternatives (transport artisanal, sociétés privées, etc...) ;
- l'analyse des effets en terme de réorganisation des comportements de mobilité des citoyens apportés par la mise en place de nouveaux moyens de transport en site propre (métro et tramway), avec une attention spéciale apportée aux « transferts modaux » ;
- une attention particulière apportée aux problématiques de consommation inégalitaire, notamment genrée, des ressources de mobilité des usagers et usagères des systèmes de transport.

C'est dans cette dernière perspective prometteuse et novatrice que se situent d'ailleurs les travaux issus de nouveaux questionnements développés entre autres dans l'étude dirigée

par Aline Delatte dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) sur les usagers des transports publics <sup>20</sup>, dont le laboratoire LASADET a été un partenaire actif au niveau de la réalisation des enquêtes par focus group dans la ville d'Alger.

Il faut cependant noter que malgré la multiplication des travaux universitaires, dans la mesure où une littérature grise de thèses et de mémoires non publiés commence à constituer un stock de références et de sources d'information assez conséquent, les recherches sur la question des mobilités restent prisonnières des enfermements disciplinaires et des cloisonnements universitaires. Les chercheurs algériens restent très dispersés, très « spécialisés », ne se lisent pas entre eux et ne partagent pas leurs connaissances, quand ils n'expriment pas leur mépris et leur rejet des approches pluridisciplinaires. Le fait qu'une partie dominante de la littérature grise, à savoir les thèses de doctorat, est produite en langue arabe, et que les revues de sciences sociales sont majoritairement publiées dans cette langue contribue aussi à la faiblesse de la dissémination interne et à la diffusion internationale de ces travaux. Aux frontières disciplinaires traditionnelles, dont les lignes ont beaucoup de difficultés à bouger, se rajoutent ainsi les frontières linguistiques, qui deviennent de plus en plus infranchissables. Les générations de « passeurs » bilingues entre le français et l'arabe, ces enseignants-chercheurs formés dans la diversité de leurs cultures linguistiques, sont en train de laisser leurs places aux nouvelles générations, renforçant les tendances au recul de la réflexion critique articulée aux débats scientifiques internationaux.

Il n'existe pas encore dans le pays de publication spécialisée dédiée aux questions des mobilités dans leurs différentes manifestations et dimensions et les rares colloques ou séminaires organisés ces dix dernières années restent encore prisonniers de la « pensée d'État », c'est-à-dire d'une conception très techniciste et pseudo opérationnelle de la connaissance scientifique, et par voie de conséquence de la planification de l'action publique.

## **Bibliographie indicative des travaux sur la mobilité à Alger**

AMIRECHE Louisa, 2004 : « Mobilités résidentielles et structures métropolitaines à Alger », in Alger, lumières sur la ville, Dalimen, Alger, pp 248-254.

BAOUNI T, 2015 : Impacts des nouveaux TCSP sur la mobilité des usagers à Alger. International Conference CODATU, February, Istanbul.

BAOUNI T., BAKOUR M., & BERCHACHE R., 2013 : Les effets de la multimodalité sur la mobilité des usagers. *Insaniyat*, No. °62, Editions CRASC.

BENTOUDERT Samia, 2019 : « La femme dans la ville. Les nouveaux comportements de mobilité des femmes algéroises. », Thèse pour le doctorat de Sociologie urbaine, sous la direction du professeur Safar Zitoun Madani, (en cours de finalisation), Université Alger 2.

BOUSSAÏD Khadija, 2019 : « Genre et inégalités dans les nouveaux espaces urbains. La motilité comme facteur essentiel de l'insertion des femmes algéroises dans l'espace public » Thèse de doctorat de Sociologie sous la direction du professeur Safar Zitoun Madani, Université Alger 2, 261 p.

DELATTE A., BAOUNI T., BELWAL R., DAOU L., GOURRAM D., IMAM R., SAFAR ZITOUN M., SMADI A., 2018: Report. "User-oriented public transport :a research project of Mena Centre For Transport Excellence, UITP, Dubaï, Arab Emirates, April 30, 2018, 82 p.

DELATTE A., BAOUNI T., BELWAL R., DAOU L., GOURRAM D., IMAM R., SAFAR ZITOUN M., SMADI A., 2018: "Understanding the needs of MENA public transport customers :culture of service and gender-responsive recommendations", TeMA, journal of land use mobility and environment. Special issue 1.2018 | urban travel behavior in the middle east and north africa, p 7-31.

DJELLOUL Ghallya ; 2019 : Algérie : les femmes à la conquête de l'espace public,Publication du Centre interdisciplinaire d'études de l'islam dans le monde contemporain (IACCHOS/UCL), Université catholique de Louvain. DRIS Nassima, 2002 : « La ville mouvementée. Espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger », L'Harmattan, 435 p.

EMA/BETUR et CENEAP, 2004 : Enquêtes ménages sur les déplacements dans l'agglomération d'Alger, Rapport de synthèse, 107 p.

FABBIANO Giulia, 2019 : À l'écoute de l'Algérie insurgée, Publié sur [www.laviedesidees.fr](http://www.laviedesidees.fr), le 19 mars 2019.

SAFAR ZITOUN Madani, 1997 : « Stratégies patrimoniales et urbanisation : Alger 1962-1992 », coll. « Villes et Entreprises », L'Harmattan, Paris, 1997, 296 p.

SAFAR ZITOUN Madani, 2002 : « Les stratégies résidentielles des Algérois dans un contexte de transition vers l'économie de marché : la relance de la mobilité et de la promotion résidentielle par la réalisation marchande des biens de l'Etat », in Gestion urbaine et stratégies résidentielles des habitants, sous la direction de F. Dansereau et F. Navez-Bouchanine, L'Harmattan, Paris.

SAFAR ZITOUN Madani, 2004 : « Alger ou la ville confisquée par l'État », in Alger : lumières sur la ville, Ed. Dalimen, Alger, pp 319-329.

SAFAR ZITOUN Madani, 2008a : « La sociologie urbaine algérienne ou la difficulté de sortir des paradigmes culturalistes fondateurs », in L'état des savoirs en sciences sociales : Algérie 1954-2004, CRASC, Oran, novembre 2008, p. 473-483.

SAFAR ZITOUN Madani, 2008b : « Mobilité résidentielle et mobilité sociale dans l'agglomération d'Alger : quelques pistes de réflexion » in Mobilités résidentielles : pratiques de mobilités et constructions territoriales en périphéries(s), Cahiers de l'EMAM, n° 17, Laboratoire CITERES, Université de Tours, p. 29-37.

SAFAR ZITOUN Madani, 2009a : « Les politiques urbaines en Algérie : une réforme libérale inachevée », in Habitat social au Maghreb et au Sénégal, sous la direction de J. Le Tellier et A. Iraki, L'Harmattan, Paris, p. 65-73.

SAFAR ZITOUN Madani, 2009b : « Les stratégies résidentielles des acteurs sociaux dans un contexte de modernisation bloquée : Alger 1962-1998 », in La ville et l'urbain dans le Monde Arabe. Acteurs, organisations et territoires, sous la direction de P. R. Baduel, IRMC/Maisonneuve et Larose, Paris, p. 109-135.

SAFAR ZITOUN Madani (dir.), 2010 : « Alger : une métropole en devenir », numéro spécial de la revue *Insaniyat*, n° 44-45, juillet 2010.

SAFAR ZITOUN Madani, 2010b : « Alger : de la décomposition du foncier à la recomposition urbaine ? » in *Villes d'Algérie. Formation, vie urbaine et aménagement*, sous la direction d'A. Bendjelid, Éditions du CRASC.

SAFAR ZITOUN Madani, 2010c : « The Development of the Bay of Algiers : Rethinking the City Through Contemporary Paradigms », revue *Built Environment*, Vol. 36, n° 2, 2010, Alexandrine Press, Oxon, England, p.78-87.

SAFAR ZITOUN Madani, 2011 : « Les évolutions récentes dans la politique urbaine à Alger : la consécration de l'«urbanisme présidentiel» ? », in *L'action urbaine au Maghreb. Enjeux professionnels et politiques*, sous la direction de L. Zaki, Éd. IRMC-KARTHALA, Paris/Tunis, p. 65-87.

SAFAR ZITOUN Madani, 2012 b : «Etat Providence et question du logement en Algérie. Le poids encombrant de la gestion politique des rentes urbaines », revue *Tiers Monde*, n° 210, avril-juin 2012, IEDES, Paris, p. 89-106.

SAFAR ZITOUN Madani, 2012 a : « Le logement en Algérie : programmes, enjeux et tensions », revue *Confluences Méditerranée*, Paris, n° 81, printemps 2012, p. 135-154.

SAFAR ZITOUN Madani, 2012, « L'entre-deux dans les opérations de relogement en Algérie :

l'émergence problématique d'un tiers acteur urbain », in Effets sociaux des politiques urbaines. L'entre-deux des politiques institutionnelles et des dynamiques sociales, sous la direction de F. Navez-Bouchanine, CJB/Karthala/EMAM, Paris, p. 219-256.

SAFAR ZITOUN Madani, 2013: « Spatial and social mobilities in Algeria: the case of Algiers », *The Journal of North African Studies*, 18:5, 678-689, DOI : 10.1080/13629387.2013.849898.

SAFAR ZITOUN Madani, 2014 : « La construction d'une "citadinité de combat" dans les opérations de relogement algéroises ou la stigmatisation détournée », in *Marges urbaines et néo libéralisme en Méditerranée* sous la direction de N. Semmoud, B. Florin, O. Legros et F. Troin, Presses universitaires François Rabelais, Tours, 2014, p. 189-213.

SAFAR ZITOUN Madani, 2015 : « Les effets des mécanismes d'accès au foncier sur la recomposition du lien social de proximité : le cas d'Alger » in *La pression foncière péri-urbaine en Méditerranée méridionale*, *Revue internationale d'anthropologie cognitive*, n° 2, 4e trimestre 2015, L'Harmattan, Paris, p. 58-75.

SAFAR ZITOUN Madani, 2015b : « La reconversion économique des récupérateurs de la décharge de Oued Smar (Alger) ou le dilemme communautaire », in *Sociétés Urbaines et Déchets. Eclairages internationaux*, sous la direction de C. Cirelli et Bénédicte F., Presses universitaires François-Rabelais, Tours.

SAFAR ZITOUN Madani (avec Aline Delatte et Tahar Baouni, 2018 : « Understanding The Needs Of Mena Public Transport Customers: Culture Of Service And Gender-Responsive Recommendations », in *Tema-Journal Of Land Use Mobility And Environment*, juin 2018.

SAFAR ZITOUN Madani, TABTI-TALAMALI Amina, 2009 : *La mobilité urbaine dans l'agglomération d'Alger. Evolutions et perspectives*, Plan Bleu et Banque Mondiale, Sophia-Antipolis, 107 p.

SOUIAH Sid-Ahmed, 2004 : « Mobilité résidentielle et recomposition socio-économique : le cas de la région algéroise », in *Alger, lumières sur la ville*, Dalimen, Alger, p. 236-248.

TABTI-TALAMALI Amina, 2008 : *Stratégies de développement des transports collectifs urbains dans l'agglomération d'Alger : Cas du tramway*, thèse de Magister en aménagement du territoire, Institut supérieur de formation ferroviaire, Alger, 149 p. + annexes.

World Bank 2011a : *Making Transport Work for Women and Men: Challenges and Opportunities in the Middle East and North Africa*. Retrieved from : <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/17648>

World Bank 2011b : *Gender and Mobility in the developing countries*. Retrieved from: <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/10111>

## Notes

- ① Les chercheurs responsables de ces projets sont respectivement les professeurs Madani Safar Zitoun, Larbi Icheboudene, Mohamed Raouf Kacimi, Brahim Benmoussa et Abdelaziz Rasmal.
- ② Safar Zitoun M. et Tabti-Talamali A., 2009 : « Les mobilités urbaines dans l'agglomération d'Alger : évolutions et perspectives », Banque Mondiale, PNUE Plan Bleu, Sophia-Antipolis, 110 p.
- ③ Voir le rapport (non publié) de cette étude réalisée par le CREAD et le MATE en 2011 : « Étude plan de réinstallation des récupérateurs de la décharge de Oued Smar, Wilaya d'Alger », volume 1 : Résultats de l'enquête socio-économique, Alger, 61 p. (sous la direction de Madani Safar Zitoun) ; ainsi que Safar Zitoun Madani, 2015 : La reconversion économique des récupérateurs de la décharge d'Oued Smar (Alger) ou le dilemme communautaire in Sociétés urbaines et déchets, Éclairages internationaux, Presses universitaires François Rabelais, Tours, p. 101-121.
- ④ Voir l'article de Larbi Icheboudene, 1998 : « L'intégration citadine. À propos de la difficulté d'être algérois », in La ville dans tous ses états, Revue Réflexions, Éd. Casbah, Alger, p. 5-23.
- ⑤ Dris Nassima, 2002 : La ville mouvementée. Espace public, centralité, mémoire urbaine à Alger, L'Harmattan, 435 p.
- ⑥ Bourdin Alain, 2017 : « Les mobilités et le programme de la sociologie », Cahiers internationaux de Sociologie, Vol. CXVIII [5-21], Puf, Paris, Document téléchargé depuis [www.cairn.info](http://www.cairn.info).
- ⑦ Kaufmann Vincent, 2007 : « La motilité : une notion clé pour revisiter l'urbain ? », in Enjeux de la sociologie urbaine, Michel Bassand, Vincent Kaufmann et Dominique Joye (Dir.), Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, p. 171-189.
- ⑧ Voir les travaux de Benatia Farouk, 1983, Alger, agrégat ou cité ? L'intégration citadine à Alger de 1918 à 1978, Éd. SNED, Alger.
- ⑨ Dont celle, complexe de Sayad Abdelmalek, 1980, « Les effets naturels du relogement », revue Sciences Sociales Panorama, numéro spécial décembre 1980, SNED, Alger, p. 11-27.
- ⑩ Voir à ce sujet notre article : « Social and spatial mobilities... », 2013.
- ⑪ Projet de recherche : L'entre-deux des politiques urbaines et des pratiques sociales, Programme PRIID/GESTEP Paris 2004/2008 dirigé par F. Navez-Rouhanine

- ⑫ Projet ANR URBAMARG (2013/2018) dirigé par Nora Semmoud, EMAM, MSH de l'Université François Rabelais, Tours.
- ⑬ Cf l'ouvrage classique Bourdieu P. et Sayad A., 1964, « Le déracinement », Éditions de Minuit, Paris.
- ⑭ Terme utilisé par la colonisation pour qualifier les quartiers habités par la population autochtone musulmane.
- ⑮ Le terme « Biens Vacants » est le vocable officiel désignant les biens fonciers et immobiliers abandonnés par les Européens qui ont été nationalisés à l'indépendance du pays en 1962, puis cédés à leurs occupants à partir de 1981.
- ⑯ Voir l'étude « Les mobilités urbaines dans l'agglomération d'Alger. Évolution et perspectives » réalisée par Madani Safar Zitoun et Amina Tabti-Talamali, 2009, Plan Bleu Banque Mondiale, qui fait le point sur le découplage entre mobilités résidentielles et mobilités quotidiennes pendulaires.
- ⑰ Il s'agit en l'occurrence de la thèse de Khadija Boussaïd portant sur « Les stratégies genrées de motilité des Algéroises », de celle de Samia Bentoudert sur « La femme dans la cité et ses nouveaux comportements de mobilité », de celle de Maroua Kennouche sur « L'impact des opérations de relogement sur la reconstruction du lien social dans les nouvelles cités d'habitat collectif », et de celle d'Achour Abdeslam sur « Les impacts du relogement sur les modes de déplacement des habitants d'un quartier de la ville de Laghouat ».
- ⑱ Bourdieu Pierre, 1994 : « Stratégies de reproduction et modes de domination », dans Actes de la Recherche en Sciences Sociales, vol 105, décembre 1994, p. 3-12.
- ⑳ Voir les deux publications issues de cette enquête en bibliographie.

---

### **Thématiques associées :**

THÉORIES

---